

La pauvreté gagne ? Non, elle se transforme

***L'Express*, 30 novembre 2011**

La France est aujourd'hui hantée par la question de la pauvreté. Depuis environ trente ans, on nous martèle régulièrement qu'elle augmente, et l'on nous assure qu'elle touche davantage des populations auparavant considérées comme préservées - les jeunes, les femmes, les salariés. Mais qu'en est-il vraiment ? Il existe plusieurs approches classiques, plus ou moins sophistiquées, de la pauvreté. La plus communément employée en France et dans l'Union européenne consiste à évaluer le nombre et la proportion de personnes et de ménages disposant de ressources inférieures à un seuil de pauvreté. Celui-ci, conventionnellement, a été établi à 60 % de la médiane des niveaux de vie. Avec ce choix discutable de statisticien, on considèrerait comme pauvre en 2009 un individu disposant de moins de 950 euros par mois - une somme proche du Smic - ou un ménage de deux adultes et de deux enfants vivant avec moins de 2 000 euros par mois. En 2009 toujours, 13% de la population se situait sous ce seuil, soit 8 millions de personnes, dont 2 millions de mineurs. Pourtant, à l'encontre de certaines idées si fréquemment énoncées qu'elles en sont devenues reçues, le taux de pauvreté a beaucoup baissé depuis les années 1970 et s'est stabilisé dans les années 2000 autour de 13 %. Que masque cette dynamique ? Six transformations majeures se dégagent. Tout d'abord, la pauvreté a rajeuni : en quarante ans, le taux de pauvreté des moins de 25 ans a été multiplié par deux, alors que celui des plus de 65 ans était divisé de moitié. Elle s'est urbanisée, baissant de 4 points entre 1996 et 2007 dans les communes rurales et augmentant de 4 points dans l'agglomération parisienne. Elle s'est aussi déplacée des familles nombreuses vers les familles monoparentales qui rassemblent, depuis 2006, plus de personnes pauvres que les familles nombreuses, elles-mêmes moins nombreuses. Elle touche désormais des actifs qui travaillent, en raison des doubles mutations du monde du travail et de la famille. Elle est mieux, quoiqu'imparfaitement, prise en charge par un Etat providence qui n'a jamais cessé de se développer, en particulier en matière d'aide sociale. Enfin, elle est plus durement ressentie et plus largement redoutée par la population - les Français sont, en Europe, les plus préoccupés et les plus persuadés qu'ils peuvent devenir pauvres du jour au lendemain. Et c'est là un point d'importance. On peut comprendre un tel niveau de préoccupation car les situations de dénuement extrême sont évidemment intolérables dans une société d'abondance. On peut aussi les expliquer par un fait simple : c'est quand on est bien doté que l'on a des choses à perdre. Reste que cette exacerbation des craintes de la pauvreté est assez paradoxale en France, où la part de la richesse nationale affectée à la protection sociale est la plus élevée au monde (plus de 30 % du PIB). Pour le moment...

Julien Damon

Professeur associé à Sciences Po

www.julien-damon.com

Dernier ouvrage paru : *Éliminer la pauvreté*, PUF, 2011.